

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 10/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GPA – GEANT PIECE AUTO

RN 7 – Quartier de La Lauze
26250 Livron-sur-Drôme

Référence : 20230705-RAP-DAEN0680
Code AIOT : 0006102588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement GEANT PIECE AUTO – GPA implanté RN 7 Quartier de la Lauze – 26250 Livron-sur-Drôme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEANT PIECE AUTO SARL GPA
- RN 7 Quartier de la Lauze Sud 26250 Livron-sur-Drôme
- Code AIOT : 0006102588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site GPA est spécialisé dans le traitement de VHU. Le centre est capable de traiter 24 000 véhicules par an et de produire plus de 1 000 pièces automobiles par jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- EAU – Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.1.1	Lettre de suite	60 jours
3	REJETS	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.3.10.1	Lettre de suite	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions	Arrêté Préfectoral du 06/04/2022, annexe 1 - Mesures de gestion et de limitation des usages adaptées à la situation de la ressource en eau	Sans objet
4	Rejets	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.3.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence une non-conformité sur la consommation d'eau potable du site ainsi qu'une non-conformité sur la gestion des eaux pluviales souillées qui partent directement au milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : Eau souterraine: 500 m ³ /an Réseau public: 2 645 m ³ /an Le bilan annuel de la consommation d'eau est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Eau souterraine : moins de 500 m ³ /an selon les déclarations de l'exploitant (pas de compteur). Réseau public : en moyenne 3 000 m ³ /an En 2022, la consommation atteint 16 000 m ³ en raison d'une fuite provoquée par des travaux d'une entreprise extérieure. La consommation moyenne est supérieure à celle autorisée en raison notamment d'une augmentation significative de l'effectif (55 % environ). Le site compte environ 220 personnes. La fuite n'a pas été repérée rapidement en raison du réseau maillé équipé de sous-compteurs qui ne faisait pas apparaître de surconsommation. Elle n'était pas détectable visuellement car située sous une dalle béton. L'eau souterraine n'est pas utilisée pour le process. L'exploitant prélève un peu d'eau pour l'entretien des haies autour du site. Des réflexions sont en cours pour récupérer de l'eau de pluie. L'eau du réseau est utilisée pour les sanitaires (2 000 m ³) et pour le lavage de pièces et d'équipement (1 000 m ³). Suivi périodique mis en place avec un suivi hebdomadaire (relevé de compteur). L'exploitant met en place les actions correctives suivantes : – installation d'un compteur volumétrique sur le forage, – recherche des possibilités d'économiser de l'eau du réseau. Le cas échéant une demande de révision des besoins en eau sera transmise à l'inspection de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2022, annexe 1 – Mesures de gestion et de limitation des usages adaptées à la situation de la ressource en eau
Thème(s) : Risques chroniques, Exemption des restrictions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mesures relatives aux prélèvements d'eau pour les établissements industriels, commerciaux et artisanaux dont les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). La consommation annuelle de l'établissement est faible (<1 000 m ³ /an dans le milieu ou <7 000 m ³ /an prélevé à partir du réseau AEP et milieu).
Constats : A l'exception de l'année 2022 où une fuite est apparue, les besoins en eau du site sont inférieurs à 1 000 m ³ en nappe et 7 000 m ³ en eau potable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.3.10.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejet au milieu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A l'exception des eaux pluviales, aucun rejet au milieu naturel n'est autorisé.
Constats : L'inspection de la zone accueillant la presse-cisaille comporte des caniveaux qui véhiculent des eaux pluviales souillées par des hydrocarbures vers des zones naturelles. De nombreuses traces noires sont visibles autour du séparateur situé au sud de cette zone. L'exploitant procède au nettoyage de ces zones et met en place les dispositions (murets, seuils...) de nature à canaliser les eaux souillées vers les séparateurs hydrocarbures. Compte tenu des traces observées autour du séparateur susmentionné, le dimensionnement des séparateurs autour de cette zone sera justifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des débourbeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les décanteurs-séparateurs sont nettoyés par une société habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. La société habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage des séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les séparateurs d'eau de pluie sont entretenus par la SARP une fois par an. Les séparateurs des zones Karcher et machine à laver sont entretenus 3 fois par an. L'exploitant transmet les fiches de suivi de la SARP ainsi que les bordereaux de suivi de déchets (BSD) sous 15 jours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet